



---

## **Renouvellement partiel et entrée en fonctions de quatorze nouveaux Membres du Tribunal de l'Union européenne**

Par décisions des 1<sup>er</sup> février et 29 mai 2019, les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne ont renouvelé, pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2025, le mandat de douze juges du Tribunal, à savoir M<sup>mes</sup> Vesna Tomljenović, Mariyana Kancheva, Inga Reine et Ramona Frendo et MM. Anthony Collins, Stéphane Gervasoni, Eugène Buttigieg, Fredrik Schalin, Ulf Öberg, Jan Passer, Alexander Kornezov et Colm Mac Eochaidh.

Par décision du 1<sup>er</sup> février 2019, ont été nommés en qualité de juges au Tribunal, pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2025, M. Laurent Truchot et, pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2022, M<sup>me</sup> Mirela Stancu.

Par décision du 6 mars 2019, a été nommé en qualité de juge au Tribunal, pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2022, M<sup>me</sup> Tuula Riitta Pynnä.

Par décision du 29 mai 2019, ont été nommés en qualité de juges au Tribunal, pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2025, M<sup>mes</sup> Tamara Perišin, Petra Škvařilová-Pelzl et Gabriele Steinfatt et MM. Johannes Christoph Laitenberger, José Martín y Pérez de Nanclares, Rimvydas Norkus et Miguel Sampol Pucurull, pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2022, M. Iko Nõmm.

Par décision du 11 juillet 2019, ont été nommés en qualité de juges au Tribunal, pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2019 au 31 août 2025, M<sup>me</sup> Ornella Porchia et M. Roberto Mastroianni.

Par décision du 4 septembre 2019, a été nommé en qualité de juge au Tribunal, pour la période allant du 6 septembre 2019 au 31 août 2022, M. Gerhard Hesse.

À l'occasion de la prestation de serment et de l'entrée en fonctions des nouveaux Membres de l'institution, une audience solennelle se tiendra ce jour au siège de la Cour de justice de l'Union européenne.

L'audience solennelle sera retransmise en direct à partir de 18h00 sur le site accessible à partir du lien suivant : <http://c.connectedviews.com/01/LiveMeetings/cdj>

### **Curriculum vitae des nouveaux Membres**

#### **Laurent Truchot**

Né en 1962 ; diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1984) ; ancien élève de l'École nationale de la magistrature (1986-1988) ; juge au tribunal de grande instance de Marseille (1988-1990) ; magistrat à la direction des affaires civiles et du sceau du ministère de la Justice (1990-1992) ; adjoint au chef de bureau, puis chef de bureau à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (1992-1994) ; conseiller technique auprès du garde des Sceaux, ministre de la Justice (1994-1995) ; juge au tribunal de grande instance de Nîmes (1995-1996) ; référendaire à la

Cour de justice de l'Union européenne auprès de l'avocat général M. Léger (1996-2001) ; conseiller référendaire à la Cour de cassation (2001-2007) ; juge au Tribunal de l'Union européenne (2007-2013, président de chambre de 2010 à 2013) ; conseiller à la Cour de cassation (2013-2019) ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Mirela Stancu**

Née en 1974 ; licenciée en droit de l'université de Bucarest (1998) ; docteure en droit de l'université de Bucarest (2009) ; avocate au barreau de Bucarest (1999-2002) ; chargée de cours (2002-2018) puis, à partir de 2018, maître de conférences en droit procédural à l'université de Bucarest ; formatrice à l'Institut national de la magistrature (2007-2018) ; juge au tribunal de première instance de Bucarest (2004-2009) ; juge au tribunal de Bucarest (2009-2019) ; juge en détachement au ministère des Affaires étrangères (2005) ; administratrice juriste à la Cour de justice de l'Union européenne auprès de M<sup>me</sup> la juge Toader (2011-2014) ; directrice pour les affaires européennes, les relations internationales et les programmes du Conseil supérieur de la magistrature (2015-2018) ; auteure de nombreuses publications ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Tuula Riitta Pynnä**

Née en 1958 ; diplômée en droit de l'université de Turku (master, 1981) ; programme de formation judiciaire au tribunal régional d'Ulvila (1984) ; master en droit de l'université de Trèves (1993) ; master en études juridiques européennes de l'Institut européen d'administration publique (1994) ; chargée de cours à l'université de Turku (1981-1982) ; juge au tribunal régional de Pori (1982-1983) ; cheffe de service à l'Office de la population (1983-1985) ; juge au tribunal de Tampere et Pirkanmaa (1985-1995) ; référendaire à la Cour suprême de Finlande (1995) ; cheffe d'unité du contentieux de l'Union européenne, conseillère juridique et agent de l'État auprès de la Cour de justice de l'Union européenne, ministère des Affaires étrangères, cheffe de la délégation finlandaise du groupe de travail « Cour de justice » du Conseil (1996-2005) ; membre du groupe des « Amis de la Présidence » pour la réforme du système juridictionnel communautaire dans le traité de Nice ; juge à la Cour administrative suprême de Finlande (2005-2012) ; juge à la Cour suprême de Finlande (2012-2019) ; membre du comité disciplinaire de la Bourse d'Helsinki (2015-2019) ; membre puis présidente du comité d'examen du barreau d'Helsinki (2011-2019) ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Tamara Perišin**

Née en 1979 ; licenciée en droit de l'université de Zagreb (2002) ; master en droit de l'université d'Oxford (2003) ; docteure en droit de l'université de Zagreb (2007) ; boursière Fulbright aux universités de Georgetown et de Michigan (2005-2006) ; formation aux sciences de l'enseignement et de l'apprentissage à l'université d'Europe centrale (2007-2008) ; chercheuse à l'Institut Asser (2004), à l'Institut Max Planck (2007-2008) et à la Harvard Law School (2014) ; admise au barreau de Croatie (2009) ; professeure de droit de l'Union, titulaire d'une chaire Jean Monnet et coordinatrice du Centre d'excellence Jean Monnet à l'université de Zagreb (2002-2019) ; professeure invitée à l'université de Harvard (2015-2016) ; membre du groupe de négociation pour l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne (2005-2011) ; responsable de formation en droit de l'Union pour les fonctionnaires et diplomates à l'École nationale de l'administration publique et à l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères et européennes (2011-2012) ; responsable de formation en droit de l'Union pour les juges et procureurs à l'Académie judiciaire et au tribunal de Zagreb (2012-2013) ; responsable de formation en droit de l'Union auprès de l'association croate des avocats (2015) ; conseillère spéciale au ministère des Sciences et de l'Éducation (2017-2019) ; rédactrice en chef d'une revue de droit de l'Union ; auteure de nombreuses publications ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Petra Škvařilová-Pelzl**

Née en 1975 ; études de droit en République tchèque et en Allemagne (Magister iuris, université Charles de Prague, 1999) ; docteur en droit (université de Hambourg, 2004) ; diplômée en

interprétariat pour la langue allemande de l'école d'État des langues de Prague (1995); collaboratrice scientifique à la chaire de droit commercial, droit maritime et droit économique de l'université de Hambourg; lauréate d'un concours des institutions européennes pour les juristes tchèques (2004); fonctionnaire à la direction générale de la bibliothèque et de la recherche et documentation de la Cour de justice de l'Union européenne (2004-2019); attachée auprès du directeur général (2010-2016); référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne auprès de M<sup>me</sup> la juge Berger (2017-2018); chargée des cours sur le droit de l'Union à l'académie fédérale de Vienne pour la fonction publique; interventions régulières dans le cadre du Festival biennal tchéco-allemand de droit; auteure de plusieurs publications notamment dans les domaines du droit de l'Union et du droit comparé; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Gabriele Steinfatt**

Née en 1977; études à Sarrebruck et à Strasbourg; diplômée en droit de l'université Robert Schuman de Strasbourg (maîtrise en droit privé et certificat de droit européen, 2000); examens d'État à Sarrebruck (2002 et 2005); études de troisième cycle à l'institut d'études européennes de l'université de la Sarre (2002-2003); docteur en droit de l'université de la Sarre (2011); juge au tribunal administratif de Brême (2005-2018); juge à la cour administrative d'appel de Brême (2018-2019); membre de la cour disciplinaire d'appel pour les juges (2018-2019); membre suppléante de la cour disciplinaire d'appel pour les ingénieurs (2018-2019); chargée de cours à l'université de la Sarre et à l'université de Brême; auteure de plusieurs publications juridiques, notamment en droit européen; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Johannes Christoph Laitenberger**

Né en 1964; études en droit à la Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn; 1<sup>er</sup> examen d'État en droit (1990); collaborateur juridique à l'administration du Parlement allemand (1991); Rechtsreferendar dans le ressort du tribunal régional supérieur de Cologne (1991-1994); 2<sup>e</sup> examen d'État en droit (1994); chargé de cours et de recherche à la Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn (1991-1995); avocat au barreau de Cologne et conseil juridique d'une fédération d'entreprises (1996); conseiller à la direction de l'administration et du protocole du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne (1996-1999); rapporteur à la direction générale de la concurrence de la Commission européenne (1999); membre du cabinet (1999-2003), puis chef de cabinet (2003-2004) de la commissaire européenne Viviane Reding; membre du cabinet du président de la Commission des Communautés européennes José Manuel Barroso (2004-2005); porte-parole et chef du service du porte-parole de la Commission européenne (2005-2009); chef de cabinet du président de la Commission européenne José Manuel Barroso (2009-2014); directeur général adjoint du service juridique de la Commission européenne (2014-2015); directeur général de la direction générale de la concurrence de la Commission européenne (2015-2019); juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **José Martín y Pérez de Nanclares**

Né en 1965; diplômé en droit de l'université de Salamanque (1983-1988); études de droit constitutionnel à l'université de Cologne (1988-1989); master en droit européen de l'université de Sarrebruck (1991); docteur en droit de l'université de Sarrebruck (1994) et de Salamanque (1994); maître de conférences (1993-1996) et professeur de droit international (1996-2001) à l'université de La Rioja; titulaire de la chaire de droit international public et de la chaire Jean Monnet de droit de l'Union européenne à l'université de La Rioja (2001-2009); titulaire de la chaire de droit international public à l'université de Salamanque (2009-2012 et 2018); vice-recteur des relations internationales (2004-2008), vice-recteur de recherche (1996-2000) et secrétaire général (1996) de l'université de La Rioja; docteur honoris causa de l'université de Piura, Pérou (2009); directeur du cabinet des affaires juridiques internationales du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du gouvernement espagnol (2012-2018); directeur de cabinet de la présidence du Conseil d'État espagnol (2018-2019); membre de la Cour permanente d'arbitrage (2018-2019); auteur de nombreuses publications; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Rimvydas Norkus**

Né en 1979 ; master en droit de l'université de Vilnius (2001) ; docteur en droit de l'université Mykolas Romeris (2005) ; études à l'Institut suisse de droit comparé (ISDC) et aux universités de Bonn et de Vilnius (2002-2006) ; assistant de justice à la Cour d'appel de Lituanie (1999-2000) ; conseiller du président de la Cour d'appel de Lituanie (2000-2003) ; directeur du service de la pratique judiciaire de la Cour administrative suprême de Lituanie (2003-2009) ; juriste linguiste au Parlement européen (2009-2010) ; directeur du département de la recherche juridique de la Cour suprême de Lituanie (2010-2012) ; juge à la Cour d'appel de Lituanie (2012-2013) ; juge à la Cour suprême de Lituanie (2013-2014) ; président de la Cour suprême de Lituanie (2014-2019) ; professeur à l'institut de droit privé de l'université Mykolas Romeris (2012-2019) ; professeur associé à l'université Mykolas Romeris (2007-2008) ; président du Conseil de la magistrature de Lituanie (2016-2018) ; auteur de nombreuses publications ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Miguel Sampol Pucurull**

Né en 1974 ; licencié en droit et en gestion d'entreprise de l'université pontificale de Comillas – ICADE (1998) ; abogado del Estado chargé de la représentation de l'État devant les juridictions nationales (2002-2005) ; abogado del Estado au service juridique du ministère de la Culture (2005-2006) ; membre du service juridique du ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne la Cour de justice de l'Union européenne (2006-2007) ; abogado del Estado-conseiller juridique à la représentation permanente de l'Espagne auprès de l'Union européenne (2007-2014) ; abogado del Estado-Jefe du service juridique de l'État chargé des procédures devant la Cour de justice et sous-directeur général des affaires de l'Union européenne et internationales de l'Abogacía General del Estado (ministère de la Justice) (2014-2019) ; membre du conseil d'administration de plusieurs entreprises publiques (2014-2019) ; auteur de nombreuses publications ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Iko Nõmm**

Né en 1977 ; docteur en droit de l'université de Tartu (2013) ; conseiller à la cour d'appel de Tallinn (2001-2002) ; auditeur de justice au tribunal de Harju (2002) ; juge au tribunal de Harju (2002-2007) ; juge à la cour d'appel de Tallinn (2007-2019) ; juge stagiaire à la Cour suprême d'Estonie (2015-2016) ; magistrat national détaché auprès de la Cour de justice de l'Union européenne (2017-2018) ; chargé de cours à l'université de Tartu (2014-2019) ; enseignant à la Cour suprême d'Estonie (2015-2019) ; formateur à l'association du barreau estonien (2015-2019) ; membre de la commission d'examen des juges (2018-2019) ; membre du comité d'évaluation de l'aptitude professionnelle du barreau estonien (2015-2019) ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Ornella Porchia**

Née en 1966 ; diplômée en droit (1991) ; docteure en droit de l'université Bocconi de Milan (1996) ; professeure de droit de l'Union européenne à l'université de Turin ; avocate au barreau de Turin (1994) ; professeure assistante (1998-2002) et professeure associée de droit international à l'université de Turin (2002-2007) ; membre du service d'études de la Cour constitutionnelle de la République italienne (2010-2014) ; conseillère juridique à la représentation permanente de l'Italie auprès de l'Union européenne (2014-2019) ; auteure de nombreuses publications ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Roberto Mastroianni**

Né en 1964 ; diplômé en droit de l'université de Florence (1987) ; docteur en droit de l'université de Bologne (1992) ; master en droit à la Dickinson School of Law, Pennsylvanie (1990) ; études postdoctorales à l'université de Genève (1992-1993) ; études postdoctorales à l'université d'Amsterdam (1993-1994) ; chercheur en droit international à l'université de Florence (1992-

1997) ; référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes auprès des avocats généraux Tesouro et Saggio (1997-2000) ; professeur de droit de l'Union européenne à l'université de Naples Federico II (2000-2019) ; professeur invité de droit de l'Union et de contentieux européen à l'université Paris 2 – Panthéon-Assas (2011-2013) ; professeur de droit de l'Union à l'université Luiss Guido Carli de Rome (2013-2017) ; conseiller du gouvernement italien pour les affaires législatives auprès du département des affaires européennes (2015-2018) ; avocat qualifié pour intervenir auprès des juridictions supérieures (1993-2019) ; professeur de droit comparé de la concurrence au Sturm College of Law de l'université de Denver (2015-2019) ; membre du Conseil directif de la Société italienne de droit international SIDI (2013-2015) et de l'Association italienne pour les études de droit de l'Union européenne AISDUE (2018-2019) ; auteur de très nombreuses publications ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

### **Gerhard Hesse**

Né en 1970 ; diplômé en droit de l'université de Vienne (1993) ; docteur en droit de l'université de Vienne (2002) ; membre du département des affaires européennes de la chancellerie fédérale (1994-1995) ; membre puis chef de département au service juridique de la chancellerie fédérale (1995-2000) ; conseiller juridique à la Chambre du travail (2000-2002) ; membre du service juridique puis chef de département au service juridique de la chancellerie fédérale (2002-2007) ; conseiller juridique au cabinet du chancelier fédéral (2007-2010) ; directeur général du service juridique de la chancellerie fédérale (2010-2017) ; directeur général du service juridique au ministère des Affaires constitutionnelles, des Réformes, de la Dérégulation et de la Justice (2017-2019) ; membre du conseil du gouvernement concernant la protection des données personnelles (2010-2019) ; président du conseil de surveillance de la Bibliothèque nationale (2017-2019) ; auteur de nombreuses publications ; juge au Tribunal depuis le 26 septembre 2019.

---

*Contact presse : Antoine Briand ☎ (+352) 4303 3205.*